

13 février 2026

Enfin un nouveau gouvernement à Bruxelles grâce au MR BRUXELLES GAGNANTE !

Post RS

Bruxelles ne pouvait plus rester bloquée : cet accord, après 614 jours sans gouvernement et 3 jours de conclave sous la direction du formateur Georges-Louis Bouchez, redonne enfin un cap à notre capitale. Finances assainies, mobilité apaisée, logements plus accessibles, économie relancée et sécurité renforcée : le MR remet la Région bruxelloise en état de fonctionner. Le retour du MR au gouvernement, après plus de 20 ans d'absence, permet de replacer responsabilité et efficacité au cœur de l'action publique. Une capitale gouvernée est la condition pour une capitale qui avance. Les libéraux sont de retour à Bruxelles !

Abstract :

- Cet accord de gouvernement marque la fin d'une période d'instabilité institutionnelle qui empêchait Bruxelles d'être pilotée. Après plus de vingt ans d'absence du MR au pouvoir régional, la constitution d'une majorité avec le MR change la nature même de l'action publique : la Région passe d'une logique de gestion au jour le jour à une logique de cap.
- Le cœur de l'accord repose sur un principe simple : apporter des changements visibles aux Bruxelloises et Bruxellois. La trajectoire budgétaire crédible met fin à la fuite en avant financière. Nous faisons 1 milliard d'économies afin de revenir à l'équilibre budgétaire en 2029. La simplification des structures publiques et la réforme de l'urbanisme doivent permettre de produire plus rapidement logements, investissements et activités économiques. La mobilité sort d'une approche conflictuelle pour redevenir un vecteur de développement. L'emploi redevient la première politique sociale par l'activation et la formation.
- Dans le même temps, les politiques sociales sont réorientées vers la première ligne, la prévention et la santé mentale afin d'éviter la précarisation plutôt que d'en gérer les conséquences. La sécurité et la propreté sont assumées comme des conditions de la liberté et de la qualité de vie. Un commissaire régional anti-drogues sera créé et 10 millions seront investis pour sécuriser les gares. Enfin, la stratégie économique — zones franches, innovation, pôles académiques — vise à refaire de Bruxelles une ville productive et attractive.
- La portée politique est claire : cet accord n'est pas un programme d'annonces mais un programme ambitieux qui se concentre sur les grands chantiers qui touchent les Bruxellois dans leur quotidien. Le retour du MR au gouvernement incarne cette orientation : rétablir la capacité d'agir de la Région, réconcilier économie et qualité de vie et replacer la responsabilité au centre de l'action publique.

1. Général

Cet accord n'est pas un accord de dépenses supplémentaires. C'est un accord de **redressement d'une capitale devenue ingouvernable** après des années d'empilement de normes, de dépenses non maîtrisées et de blocages administratifs.

La logique qui jalonne l'ensemble de la Déclaration de Politique Régionale est claire :

- remettre Bruxelles au travail, remettre la Région en ordre, rétablir l'autorité et considérer à nouveau la mobilité comme un vecteur de développement économique.
- Le fil rouge est clairement libéral : responsabilité, travail, attractivité, autorité, simplification.

2. Finances publiques : priorité à la gestion avant la promesse

La Région s'engage pour la première fois dans une trajectoire crédible de retour à l'équilibre budgétaire à **l'horizon 2029 avec 1 milliard d'€ d'économies**. 80 % de l'effort provient de la maîtrise structurelle des dépenses et 20 % en optimisation des recettes fiscales.

Autrement dit, le gouvernement assume que Bruxelles ne peut plus financer ses politiques par la dette.

Un comité de monitoring permanent contrôlera les dérives budgétaires et les recommandations de la Cour des comptes devront être appliquées.

En parallèle, la pression fiscale diminuera progressivement : baisse de l'IPP, réduction du précompte immobilier via la prime BE HOME et augmentation de l'abattement immobilier.

On passe d'un modèle où la Région promet d'abord et finance ensuite à un modèle où la Région gère d'abord pour pouvoir ensuite diminuer la fiscalité. C'est la traduction concrète du principe libéral : **pas de prospérité durable sans finances publiques saines**.

3. Mobilité : fin du modèle punitif

L'accord abandonne explicitement la logique du plan Good Move et la remplace par un plan basé sur la fluidité, l'accessibilité économique et l'acceptabilité sociale.

La mobilité n'est plus pensée comme un outil de restriction mais comme une condition de vie urbaine.

Le projet de métro 3 est suspendu pour réévaluation financière et remplacé, sur certains tronçons, par une solution de tram soutenable.

La LEZ est adaptée socialement, avec des exceptions et une proportionnalité des sanctions : Fini la punition sociale.

Les plans de circulation devront être adaptés quartier par quartier avec consultation citoyenne.

On sort d'une vision idéologique de la mobilité pour entrer dans une vision pragmatique : **la transition doit être acceptable pour les citoyens et compatible avec l'activité économique**.

4. Simplification administrative : moderniser la Région bruxelloise

L'accord reconnaît explicitement que la complexité institutionnelle bruxelloise empêche l'efficacité publique.

La réponse est une restructuration profonde de l'administration en quatre pôles et la création d'une société publique d'infrastructures.

Le principe « only once » sera instauré, le droit à l'erreur reconnu et les procédures inutiles supprimées.

Moins de structures, moins de procédures, plus de responsabilité.

C'est l'idée centrale libérale : **un État efficace protège mieux qu'un État hypertrophié.**

5. Emploi : droits et devoirs

L'objectif est clair : atteindre 70 % de taux d'emploi. Et un véritable tax shift régional : revaloriser le travail.

Pour y parvenir, l'accompagnement devient immédiat et obligatoire : prise en charge dès le premier mois, test linguistique, formation obligatoire en cas d'échec, dossier unique entre Actiris et CPAS.

Les malades longue durée aptes à travailler devront suivre un trajet de retour à l'emploi.

La politique sociale change de philosophie :
l'aide n'est plus une finalité mais un passage vers l'autonomie.

Solidarité oui, dépendance non.

6. Logement et urbanisme : produire plutôt qu'interdire

La crise du logement est reconnue comme une crise de l'offre.

L'accord prévoit l'accès à la propriété via nouveaux outils financiers, la mobilisation du parc privé et la conversion de bureaux en logements.

La réforme la plus importante concerne les permis :
délais divisés par deux, simplification des recours, permis intégré urbanisme-environnement.

Une procédure de régularisation rapide sera instaurée jusqu'en 2029.

La politique du logement cesse d'être une politique de contrôle pour devenir une politique de production avec un objectif clair, une meilleure gouvernance.

Construire plus pour faire baisser les prix plutôt que réguler toujours davantage.

7. Sécurité : assumer le retour de l'ordre

La Région crée un commissaire anti-drogues qui coordonnera répression, prévention et santé.

Les commerces criminogènes pourront être fermés administrativement et les caméras centralisées avec la police fédérale.

L'accord prévoit une police de proximité et siamu renforcés.

Un plan pour sécuriser les gares de 10 millions d'€ sera mis en place.

La sécurité devient une priorité politique absolue :

la liberté individuelle suppose un ordre public garanti. L'insécurité à Bruxelles, c'est fini.

8. Économie : redevenir une capitale productive

La création d'une zone franche industrielle sur le site Audi et au Port de Bruxelles combine fiscalité incitative, fast-track administratif et formation ciblée.

Les aides économiques évolueront vers le financement plutôt que les subsides et l'innovation technologique sera soutenue. Bruxelles doit devenir la capitale de l'IA.

Le redéploiement économique repose également sur le renforcement stratégique des pôles académiques bruxellois, qui doivent devenir un levier central d'innovation, de recherche appliquée et de transfert technologique vers les entreprises

La Région change de modèle :

elle ne se contente plus de redistribuer la richesse, elle veut la produire.

9. Climat : vers plus d'efficacité

La priorité devient l'isolation des bâtiments, responsables de la majorité des émissions.

La transition repose sur l'innovation privée et l'investissement plutôt que la contrainte.

Une écologie des résultats, pas des interdictions.

10. Social & santé

L'accord recentre clairement la politique sociale sur la première ligne : maisons médicales, équipes pluridisciplinaires et dispositifs mobiles de type médibus pour intervenir directement dans les quartiers et éviter l'engorgement hospitalier. La logique devient territoriale, avec une action quartier par quartier pour atteindre les publics qui ne recourent pas aux dispositifs existants.

La prévention est privilégiée, en particulier en santé mentale, intégrée dans les politiques sociales et de proximité afin d'agir avant la précarisation ou la rupture sociale. L'objectif est de coordonner social, logement et soins pour traiter les situations complexes plutôt que gérer uniquement l'urgence.

Investir dans la première ligne et la santé mentale pour réduire la dépendance aux structures lourdes et améliorer l'autonomie des personnes.

11. Propreté

L'accord fait de la propreté un enjeu prioritaire de qualité de vie. Nous réformons Bruxelles Propreté pour la rendre plus opérationnelle : organisation de la collecte adaptée aux besoins réels, modernisation via conteneurs enterrés et outils digitaux, et création d'unités d'intervention rapide pour traiter immédiatement les situations problématiques. Surtout, la logique change avec un renforcement clair du volet répressif : brigades régionales en collaboration avec les communes et la police, caméras intelligentes, perception immédiate des amendes et sanctions systématiques contre les dépôts sauvages.

La propreté n'est plus uniquement une politique de sensibilisation mais une politique d'ordre public ; responsabilité individuelle et sanction effective pour garantir un espace public respecté.

Conclusion

Cet accord marque un changement profond de paradigme pour Bruxelles.

La Région passe :

- d'une logique de redistribution à une logique de création de richesse
- d'une logique d'assistance à une logique d'émancipation

En résumé :

gestion responsable, travail, attractivité économique et simplification administrative deviennent le socle de l'action publique bruxelloise grâce au retour du MR au gouvernement.